

"Une chance ou un handicap pour l'Europe ?" dans Le Monde diplomatique (Mai 1990)

Légende: En mai 1990, le mensuel français Le Monde diplomatique pronostique les répercussions de l'unification économique et monétaire des deux Allemagnes sur la construction européenne, notamment sur son union politique.

Source: Le Monde diplomatique. dir. de publ. JULIEN, Claude ; Réd. Chef RAMONET, Ignacio; PAUNET, Micheline. Mai 1990, n° 434. Paris.

Copyright: (c) Le Monde Diplomatique

URL:

http://www.cvce.eu/obj/une_chance_ou_un_handicap_pour_l_europe_-_dans_le_monde_diplomatique_mai_1990-fr-2a1fa3e9-70fb-41c4-9700-04a84f43de24.html

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

Une chance ou un handicap pour l'Europe?

A la veille de la rencontre entre M. Bush et M. Mitterrand à Key-Largo, en Floride, le président de la République française et le chancelier Kohl ont annoncé, le 19 avril dernier, leur détermination de faire progresser l'union politique européenne. Ils marquaient ainsi la volonté de l'Europe des Douze - réaffirmée lors du récent sommet de Dublin - de jouer le rôle qui lui revient face aux Etats-Unis. Mais l'unification économique des deux Allemagnes risque de compliquer sérieusement la construction de la Communauté.

Le régime économique et social de la RDA se délite de partout tandis que se déroulent les manœuvres préparatoires à une absorption par la RFA. En votant en masse pour les partis alliés à la coalition conservatrice au pouvoir à Bonn, les Allemands de l'Est ont ratifié cette forme d'annexion, symbolisée par la parité (1 contre 1) promise - et maintenant accordée - par le chancelier Kohl pour la convertibilité entre les deux marks. A l'inverse, l'échec cuisant du Nouveau Forum - pourtant à l'origine des grandes manifestations de Leipzig, qui ont sonné le glas du régime - ne sanctionne pas seulement le handicap d'un mouvement indépendant et novice dans l'arène politique, il marque aussi le refus de la grande majorité des Allemands de l'Est d'envisager une voie médiane entre capitalisme et collectivisme d'Etat. La Volkswagen pour tous, et tout de suite: le message des urnes est dépourvu d'ambiguïté !

Du coup, la crainte d'une « *Allemagne trop puissante* » (1) se fait jour ici ou là. Il est vrai que le géant allemand domine déjà largement, du point de vue économique, la Communauté européenne: 19 % de sa population, mais 26 % de son produit intérieur brut (PIB), 30 % de ses exportations et 34 % de sa production industrielle manufacturière. Le système monétaire européen (SME) reflète d'ailleurs largement cette surpuissance et fonctionne en fait comme une zone mark, dans laquelle les pays membres s'alignent sur la politique économique allemande ou doivent dévaluer leurs monnaies (2). Le mark devient peu à peu une monnaie internationale de réserve, malgré les réticences de la Bundesbank, qui craint que le flux et le reflux des capitaux circulant au gré de la spéculation internationale ne provoquent des variations préjudiciables des taux de change du deutschemark (DM): 21 % des réserves officielles de devises sont désormais libellées en DM (septembre 1989) contre 11,6 % en 1983.

Il convient cependant de relativiser les choses. On oublie un peu vite que la RDA ne compte que 16,5 millions d'habitants (contre 60,5 millions pour la RFA) et que le produit annuel par tête n'y est que de 9 500 dollars (contre 17 500 pour la RFA), si bien que l'apport de la RDA ne « grossira » la RFA que d'environ 15 % : l'équivalent de près de quatre ans de croissance au rythme actuel. En outre, l'unification risque, au moins à court terme, d'entraîner plus d'inconvénients que d'avantages.

Le premier problème tient à la vétusté de l'appareil productif est-allemand et des infrastructures. Les estimations du coût des investissements nécessaires pour une remise à niveau varient de 1 000 à 1 250 milliards de DM (3), soit de 3 400 à 4 250 milliards de francs: cela représente environ quatre années d'investissements de la RFA. Même en étalant ce coût sur une dizaine d'années, même en faisant largement appel au capital étranger — sous forme d'implantations de multinationales ou de prises de participation en liaison avec les intérêts allemands (*joint-ventures*), - il s'agit là d'un effort considérable. En ce qui concerne le secteur privé, on peut supposer que, pour partie, ce « chantier » (pour reprendre un terme très en cour actuellement) viendra en concurrence avec des investissements à l'Ouest. En d'autres termes, si Volkswagen se mêle de reprendre et de moderniser l'industrie automobile est-allemande, la firme de Warburg effectuera sans doute moins d'investissements sur ses autres sites de production et se montrera moins agressive dans le domaine d'une éventuelle croissance externe à l'Ouest. En contrepartie, bien sûr, elle disposera d'une capacité de production accrue, mais elle ne sera pas plus puissante; elle aura seulement disposé ses pions d'une manière différente que ce n'aurait été le cas en l'absence de cette opportunité. On ne peut être à la fois au four et au moulin, dit la sagesse populaire, qui, dans ce domaine, n'a pas tout à fait tort.

Quant à l'investissement public, sans doute sera-t-il financé partiellement par la privatisation d'une fraction de l'énorme patrimoine public: logements et entreprises. Mais il faudra bien, aussi, utiliser l'argent du contribuable, et celui-ci, en Allemagne comme ailleurs, confond un peu vite prélèvement et gabegie. Bref, même en « mettant le paquet », les nouveaux Länder ne seront pas en mesure avant plusieurs années de

produire à des conditions — de coût et de qualité — comparables au standard ouest-allemand.

D'autant que si l'investissement est nécessaire il est loin de suffire. Selon les spécialistes, l'écart de productivité entre la RDA et la RFA, pour des produits équivalents, varie de 30 % à 60 % (4). Or un tiers seulement de cet écart serait dû à un retard technique. Le reste provient de l'organisation et... de l'intensité du travail. C'est d'ailleurs une constante dans les pays d'économie centralisée: on y échange un salaire médiocre contre un travail médiocre. Certes, cette situation n'a rien de fatal; encore faut-il, pour la changer, rémunérer correctement le travail fourni. Et c'est là que le bât blesse.

Les coûts de production est-allemands sont, en effet, nettement plus élevés que les coûts ouest-allemands pour des produits susceptibles d'être échangés: en moyenne, ils seraient 4,04 fois plus coûteux à l'Est qu'à l'Ouest. Et même 10 fois plus pour les produits les plus complexes (comme la micro-électronique) (5). Tout en supposant une mise à niveau technique permettant de réduire cet écart, il est clair que la compétitivité de la plupart des entreprises produisant des biens échangeables ne sera assurée que si les salaires versés sont moindres à l'Est qu'à l'Ouest. Mais, à l'inverse, si les salaires sont nettement inférieurs, les hommes migreront, puisqu'ils pourront trouver à l'Ouest des rémunérations nettement plus élevées.

D'où le dilemme: comment éviter un exode - économique - dramatique, qui viderait l'Est sans pour autant condamner les entreprises de l'Allemagne de l'Est, prises au piège du marché ? Ce dilemme n'est pas insoluble: si, comme Bonn l'a proposé le 23 avril, pour les salaires notamment, le taux de change entre les deux marks sera finalement de 1 pour 1 (6), les rémunérations du travail en RDA représenteront environ la moitié de celles versées en RFA. Mais, en contrepartie, tous les prix, en RDA, ne s'aligneront pas forcément sur ceux de la RFA. En particulier, les loyers des appartements d'Etat sont nettement plus bas: maintenir la propriété publique dans ce domaine permettrait d'échapper à la loi du marché et, pour un salarié moyen, de gagner, en moyenne, 15 % de pouvoir d'achat. De même, il n'existe pas de TVA en RDA, d'où un gain net d'environ 8 % pour le consommateur. Enfin, il faudra sans doute dégager des revenus de transfert au bénéfice de certaines catégories de population pour compléter leurs ressources insuffisantes.

Ces trois mesures peuvent sinon éliminer, du moins atténuer la différence de pouvoir d'achat entre les deux parties de l'Allemagne. Mais elles impliquent, dans tous les cas, que l'Ouest paye: cette fois-ci, non pas en investissements destinés à être remboursés en production accrue et plus compétitive, mais en fonctionnement, sous forme d'aide publique aux futurs Länder. Car il faudra bien pallier l'insuffisance de ressources fiscales et l'absence des rentrées que la vente des logements d'Etat aurait pu procurer.

Risques pour la construction communautaire

Pour la RFA, il s'agit bien d'une charge, que ne compensera pas - du moins pas immédiatement - l'apport d'une économie au niveau de productivité inférieur à celui de l'Espagne. Sans doute la CEE sera-t-elle sollicitée: les fonds structurels n'ont-ils pas pour fonction de financer collectivement les régions que le libre jeu du marché défavorisé ? Mais l'apport communautaire sera marginal, vu l'énormité des sommes en jeu. En outre, l'unification monétaire se paiera inéluctablement d'un surcroît d'inflation; il faudra que la Bundesbank émette beaucoup de monnaie pour remplacer les marks de l'Est par des marks de l'Ouest.

En contrepartie, la croissance sera tirée — on s'attend à plus de 4 % en 1990 en RFA - par ces marchés qui s'ouvrent. Mais la RFA ne sera pas la seule à en bénéficier et, surtout, les firmes allemandes qui vendront plus à l'Est vendront moins ailleurs, si bien que l'excédent commercial de la RFA - 57 milliards de dollars en 1989 pour les paiements courants, c'est-à-dire les échanges de biens et de services - risque de fondre quelque peu.

L'unification sera coûteuse et handicapera sensiblement la RFA. Bien sûr, à plus long terme, les synergies joueront, les investissements feront sentir leurs effets, et l'Allemagne pèsera encore plus lourd qu'aujourd'hui dans les secteurs — mécanique, métallurgie, biens d'équipement - où elle est déjà très forte. Mais ces effets positifs seront assez longs à se faire sentir. Finalement, dans les cinq à dix ans à venir, le problème majeur posé par l'unification ne sera pas un problème de surpuissance. Ce sera un problème de centre de gravité. Non pas que l'Allemagne unifiée penchera vers l'Est: l'URSS, la Pologne ou la Hongrie, qui

s'approvisionnent beaucoup en RDA – 70 % du commerce extérieur de celle-ci s'effectue avec les pays du COMECON - n'achèteront pas forcément à l'Allemagne unifiée. On peut même imaginer que, tout à son unification, celle-ci délaisse quelque peu ces marchés de l'Est, donnant plus de champ aux firmes françaises, américaines... ou japonaises.

Mais, absorbée par une opération coûteuse, la RFA risque de ne plus se montrer aussi coopérative dans la construction européenne. On connaissait déjà ses réticences à l'égard de l'unification monétaire: la Bundesbank n'apprécie guère qu'une éventuelle super-banque européenne vienne se substituer à elle dans la détermination de la politique monétaire. L'unification risque de transformer la réticence en refus, tout comme la participation aux fonds structurels européens pourrait venir concurrencer le financement, prioritaire pour la RFA, de l'unification allemande. Or ces deux desseins communautaires sont décisifs, parce que tous deux visent à dépasser ou à corriger l'Europe des marchands et à faire de la CEE un espace économiquement homogène, donc, un jour, politiquement uni. A cet égard, la déclaration franco-allemande du 19 avril s'est voulue rassurante car, à défaut de cette perspective, la CEE apparaîtrait pour ce qu'elle est actuellement: un espace livré à la logique du capital. L'unification allemande renforce cette logique en repoussant à plus tard - aux calendes grecques ? - les étapes visant à passer du grand marché à la construction communautaire. Si tel devait être le cheminement de l'histoire, les Européens, finalement, auraient travaillé... pour le roi de Prusse.

DENIS CLERC

(Directeur du mensuel *Alternatives économiques*, Dijon.)

(1) Cf. Jean-Marie Vincent, « L'espoir à deux vitesses », *le Monde diplomatique*, avril 1990.

(2) Voir Denis Clerc, *les Désordres financiers*, Syros-Alternatives, Paris, 1988, ainsi que Daniel Gros et Niels Thygesen: « Le SME: performances et perspectives », *Observations et diagnostics économiques*, n° 24, juillet 1988.

(3) La première estimation est avancée dans une étude parue dans le n° 1 de *la Note de conjoncture* de la Caisse des dépôts de consignations (février 1989). La deuxième est celle de l'hebdomadaire allemand *Wirtschaftswoche*, dans une étude dont le résumé commenté est paru dans *la Note de conjoncture internationale* de l'INSEE (mars 1990). Le texte intégral de cette étude a été reproduit dans *Problèmes économiques*, 7 mars 1990, La Documentation française, Paris.

(4) Voir Jean Le Dem, « L'unité allemande, mode d'emploi », dans *Alternatives économiques*, n° 76 (avril 1990). L'auteur avance un écart de 56 % pour le textile et la construction mécanique, et de 41 % pour les matériaux de construction.

(5) Chiffres cités par *la Note de conjoncture* de la CDC, op. cit.

(6) Le plan fixe, pour l'épargne, un plafond de 4 000 marks de l'Est au-dessus duquel le taux de change sera de 2 pour 1, ceci afin d'éviter que toute l'épargne est-allemande ne se transforme en achats de produits de consommation, ce qui provoquerait une inflation non négligeable.